



Édito

Haïti, cobaye pour de nouvelles tutelles?

Le bilan humain et matériel du tremblement de terre du 12 janvier à Haïti est proprement terrifiant. Au peuple haïtien, qui subissait déjà tant de difficultés politiques, sociales et économiques, nous exprimons toute notre solidarité et notre soutien. Par contre, le traitement misérabiliste et compassionnel dont cette catastrophe fait l'objet empêche de comprendre les raisons pour lesquelles le séisme qui a frappé Haïti a pu faire tant de morts alors qu'il aurait certainement causé moins de dégâts au Japon par exemple. Ainsi, l'absence de tout système international d'alerte préalable alors que la position d'Haïti, à l'intersection entre deux plaques tectoniques, était bien connue. Ou encore la vulnérabilité des constructions dans un pays dont l'extrême pauvreté est liée à l'histoire de ses relations avec les grandes puissances et le système économique mondial. Surtout que la situation en Haïti est maintenant utilisée par certains pour préconiser ouvertement de nouvelles formes de « tutelles », sous la coupe de quelques grandes puissances et/ou de la « communauté internationale », qu'il conviendrait d'ériger pour s'occuper de « failed states » (Etats en faillite). Une sorte de nouvel impérialisme humanitaire et décomplexé. Et parmi les « candidats » ciblés on trouve une majorité de pays africains. D'ores et déjà, à Haïti, l'armée états-unienne a effectué une occupation en règle le nombre de soldats sur place devant atteindre 20.000 avant fin janvier.

Mais l'occupation de la présidence du pays a rapidement provoqué des remous dans une population qui, malgré son extrême dénuement, entend conserver sa dignité et sa souveraineté. Première République fondée en 1804 par des esclaves libérés, Haïti a durement lutté pour gagner son indépendance, et a été longtemps un symbole fort dans toute la région et au delà. C'est cela, d'ailleurs, que les grandes puissances lui ont ensuite fait très chèrement payé. Les Etats-Unis ont mis 60 ans à reconnaître le pays, avant de tout bonnement l'occuper militairement entre 1915 et 1934, d'y soutenir le sinistre « règne » de la famille Duvalier en 1957, ou encore d'y mener des politiques néocoloniales privilégiant les profits des multinationales plutôt que les besoins de la population. Si la France, qui colonisa l'île en 1697, a été un peu moins longue à reconnaître son (1825), ce fut contre le versement 150 millions de francs (21 milliards de dollars d'aujourd'hui) au motif du « dédommagement » des anciens propriétaires d'esclaves, ce qu'Haïti paiera jusqu'au dernier sous en 1888. C'est aussi une des raisons qui ont plombé l'avenir de ce pays. Ce sont ces mêmes puissances qui tentent aujourd'hui de légitimer une nouvelle forme d'occupation d'Haïti. La présence états-unienne actuelle doit surtout servir à empêcher l'émigration vers les Etats-Unis, et montrer que les grandes puissances savent bien s'occuper du reste du monde, en gérant un pays « pour son bien ». D'ailleurs, qui mieux que George W. Bush, l'ex-commandant en chef des guerres impériales nommé « co-président » de la mission états-unienne de « sauvetage » d'Haïti, pouvait se charger d'une telle tâche ?

Au-delà donc des gestes de soutien spontanés, notre solidarité doit désormais participer à construire un rapport de force social et politique qui permette de réellement aider Haïti, en exigeant notamment :

- l'annulation inconditionnelle de la dette extérieure d'Haïti ;
- le remboursement des « dédommagements » indument obtenues par la France entre 1825 et 1888 ;
- la réquisition et la restitution par la France de la fortune pillée par l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, qui vit en toute impunité dans ce pays depuis 1986 ;
- l'accueil en France et Europe de tout-e-s les réfugié-e-s et régularisation de tout-e-s les migrant-e-s « sans papiers » haïtien-ne-s, plutôt que de donner asile aux anciens dirigeants exploités et tortionnaires.

Bertold de Ryon et Kohou Mbwelili

**S
O
M
M
A
I
R
E**

<ul style="list-style-type: none"> • En bref Togo, Madagascar, Cameroun • Politique, économie et société Grève au Niger Incertaine transition en Guinée Fin de règne à Djibouti Rapport sur le Rwanda Polémiques au Sénégal • Françafrique 2010, année de la Françafrique ? Bois du Gabon et patronat français • International Un an après la grève générale en Guadeloupe 	<ul style="list-style-type: none"> Le mur de la honte en l'Égypte et Gaza • Dossier Que fait l'armée française en Afrique ? • Entretien Oumar Mariko: au Mali, sur le chemin des luttes • Campagnes - Mobilisations Semaine anticoloniale, Areva ne fera pas la loi • Histoires - Mémoires Lumumba, l'homme debout • Cultures A lire sur la Tunisie, à voir sur les maquis • Agenda Manifestation anticoloniale
---	--

Au Togo, répression made in France



Les élections présidentielles sont prévues pour février au Togo, alors que les partis d'opposition contestent toujours la manière dont a été conduite la révision des listes électorales électoral et le mode de scrutin à un seul tour (comme au Gabon), réclamant un scrutin à deux tours. La précédente élection truquée, qui avait servi en 2005 à légitimer le putsch de Faure Eyadéma à la mort de son père,

s'était soldée par une violente répression des forces de sécurité et des milices du parti au pouvoir (le RPT) à l'encontre des manifestants. Selon un rapport de l'ONU plus de 500 personnes avaient été assassinées (avec des armes françaises, déjà) et des milliers condamnées à l'exil pour échapper au pire.

A l'approche de la prochaine élection contestée, la France vient d'équiper les forces de police et de gendarmerie togolaises pour un montant de 500 000 euros, en matériels et en véhicules (livrés par des entreprises françaises, bien sûr), sous couvert d'appuyer la « sécurisation des cycles électoraux », ce qui, traduit de la novlangue, signifie bien sûr « maintien de l'ordre après les élections truquées ». Un domaine dans lequel excelle notre coopération civile et militaire, qui a par exemple déjà formé en 2005 une force spéciale anti-émeute contre « les violences pré et post-électorales » au service d'Idriss Déby au Tchad.

Madagascar – Trafic illégal de bois de rose pendant la crise politique

C'est lors du Sommet de Copenhague que le scandale du trafic illégal de bois de rose (espèce rare et protégé) dans le Nord-Est de Madagascar a éclaté. Une valeur marchande d'environ 310 000 € y serait abattue chaque jour.



Une première liste de trafiquants a été diffusée à Copenhague : 99% des sociétés importatrices sont chinoises ; le plus petit exploitant gagnerait 800 000 dollars au minimum et le plus gros 62 millions de dollars en une année d'exploitation seulement. La compagnie de transport maritime Delmas est accusée d'avoir transporté du bois de rose malgache illégal. Des quatre compagnies sur la sellette depuis Copenhague seule la française Delmas, en faisant valoir qu'elle a l'autorisation ministérielle, a continué le transport controversé. En fait, le pouvoir putschiste malgache a promulgué deux décrets contradictoires : le premier stipulait que toute coupe et exploitation de bois précieux restaient illégales et seraient sanctionnées et le deuxième autorisait l'exportation de conteneurs remplis de bois illégal. La société civile et les ONG de conservation et de développement ont dénoncé ce deuxième décret et ont appelé au boycott des produits malgaches en bois de rose.

Mais, selon Le Courrier de Madagascar, « toutes ces exploitations de bois précieux et les trafics et pillages qui s'ensuivent ont été initiés depuis cinq ans au minimum, c'est-à-dire sous Ravalomanana ». La crise politique n'a fait qu'empirer le trafic et d'aucuns y entrevoient des sources de financement de futures campagnes électorales.

Libérez Lapiro !



Pour avoir écrit une chanson « Constitution constipée », dans laquelle il dénonçait les tripatouillages permettant à Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, de s'incruster au pouvoir jusqu'à la fin de ses jours, le chanteur populaire Lapiro de Mbanga, dit Joe la Conscience en raison de son engagement de longue date, croupit en prison après avoir été condamné à 3 ans de détention et 200 millions de franc CFA d'amende. On lui reproche officiellement d'être l'instigateur des émeutes populaires de février 2008 qui avaient éclaté sous l'effet conjugué de la hausse du prix de l'essence et des produits de première nécessité, et de l'annonce du projet constitutionnel du dictateur. Plusieurs dizaines de manifestants avaient été abattus de sang froid et des milliers d'autres emprisonnés. Aujourd'hui des artistes et des associations se mobilisent : sur le site de Mondomix, une compilation (de qualité !) téléchargeable gratuitement sera offerte à tous les internautes qui signeront la pétition pour la libération du chanteur : <http://mp3.mondomix.com/liberons-lapiro>

ERRATUM – A propos de l'article « Tchad – La poudrière de l'Est »

Dès le début dans *Afriques en lutte*, nous avons pris le parti d'ouvrir nos colonnes afin que des militant-e-s puissent exprimer des opinions (que nous ne partageons pas forcément), faire part des expériences de luttes ou tout simplement témoigner des situations qui sont vécues sur le continent. L'article « Tchad la poudrière de l'Est » que nous avons publié dans le dernier numéro était présenté comme un écrit d'une personne vivant dans cette région. En fait, il se trouve que c'est une reprise in extenso d'une analyse de International Crisis Group. Nous nous excusons auprès de nos lectrices et lecteurs ainsi qu'auprès d'ICG. Si cette erreur ne nous conduira pas à changer le choix de l'ouverture de nos colonnes, elle nous poussera à plus de vigilance qui nous a manqué singulièrement à cette occasion.

Guinée – La voie de la transition reste encore bien incertaine

Depuis la fin de l'année 2008, le « Conseil national pour la démocratie et le développement » (CNDD), formé par des militaires gouverne la Guinée.



Ce groupe avait pris le pouvoir au lendemain de l'annonce officielle de la mort le 22 décembre 2008 de l'ancien président-dictateur Lansana Conté. Il avait initialement promis de « nettoyer le pays » de la corruption et des liens de son oligarchie avec des cartels internationaux de la drogue, avant de remettre rapidement le pouvoir à des civils. Des élections législatives puis présidentielles devaient être organisées selon un calendrier négocié par les militaires avec les « forces vives » – c'est-à-dire l'opposition civile rassemblant partis politiques, syndicats et ONG/associations – en mars, en octobre et en décembre 2009. Mais, au fil des mois, il est apparu de plus en plus nettement que le chef du gouvernement militaire, le capitaine Moussa Dadis Camara, s'accrochait au pouvoir, manifestant de plus en plus clairement son intention de se présenter à l'élection présidentielle prévue le 13 décembre 2009.

Le 28 septembre 2009, date anniversaire du référendum en 1958 où le peuple guinéen avait dit « Non » au projet de « Communauté française » de de Gaulle et quatre jours avant la fête de l'indépendance du 2 octobre, l'opposition civile organise un rassemblement pour demander au chef de la junte de ne pas se présenter aux élections. Également parmi les revendications la demande d'élections libres et non manipulées, sans participation des militaires. La réponse d'une partie de l'armée est un effroyable massacre. Un rapport officiel établi pour l'ONU a décompté 156 morts et au moins une centaine de viols commis en public sur la pelouse du stade. Les « forces vives », dont les principaux leaders ont échappé de justesse à la mort, demandent désormais une seule chose : le départ des militaires du pouvoir, en préalable à toute négociation.

Le 3 décembre 2009, un proche collaborateur de Dadis Camara, Aboubacar « Toumba » Diakité, lui tire plusieurs balles dans la tête. La motivation de cet acte résiderait dans le fait que, impliqué dans le commandement militaire lors du massacre du 28 septembre, Diakité aurait refusé d'en endosser la responsabilité principal tout seul alors que Dadis Camara cherchait à lui faire « porter le chapeau ». Il prétend également avoir aidé des opposants à échapper au massacre, une version sujette à controverses. Aujourd'hui, toujours en cavale, malgré les nombreux points de contrôle érigés dans la capitale, l'homme vivrait caché auprès de membres de sa famille, probablement à Conakry même.

Dans les heures qui suivent la tentative d'assassinat, Dadis Camara, est évacué à Rabat (Maroc) où il est hospitalisé pendant

plusieurs semaines. A Conakry, c'est le général Sékouba Konaté qui prend la tête du CNDD. Pour certains observateurs il serait le représentant d'une aile « modérée ». Quoi qu'il en soit, Konaté donne effectivement des gages à l'opposition civile pour recréer une certaine stabilité intérieure au pays. Il remet à l'ordre du jour des élections annoncées « dans les six mois à venir » ainsi que la formation d'un gouvernement « d'union nationale ». Un-e représentant-e de l'opposition, que les « forces vives » obtiennent la possibilité de choisir, doit être nommé-e à sa tête. L'opposition civile se met d'accord sur deux noms: celui de Jean-Marie Doré, leader de l'Union pour la Guinée (UPG) et porte-parole de la coalition des forces vives, et celui de Rabiadou Diallo, la bouillonnante leader syndicale de la confédération CNTG. Le 18 janvier, le choix de Jean-Marie Doré comme Premier ministre « de transition » est acté. A l'heure où nous bouclons ce numéro, le gouvernement devait être en train d'être formé.

Entre-temps, Dadis Camara a débarqué de son exil temporaire marocain le 12 janvier mais pour atterrir non pas à Conakry, mais à Ouagadougou puisque les négociations entre militaires et « forces vives » se sont déroulées depuis plusieurs mois dans la capitale burkinabè. La CEDEAO a en effet confié le rôle de médiateur au président du Burkina-Faso, Blaise Compaoré, un fidèle pilier de la Françafrique. Beaucoup ont alors craint que Dadis Camara (que le général Konaté avait rencontré sur son lit d'hôpital à Rabat) allait remettre en cause tous les accords préalablement trouvés. Or, le 15 janvier, Dadis Camara co-signe avec le CNDD dirigé par le général Konaté et les « forces vives », un nouvel accord commun. Celui-ci prévoit que Dadis Camara restera en exil, « pour convalescence », et que la formation du gouvernement « d'union nationale » ainsi que le calendrier d'élections restent maintenus.



Hadja Rabiadou Diallo, secrétaire générale de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG)

L'accord récemment trouvé à Ouagadougou a été obtenu pour deux raisons principales. D'un côté, l'armée semble bien trop fractionnée et les luttes parfois sanglantes entre « clans » – allant jusqu'aux tirs contre le chef de la junte en attestent –, pour pouvoir espérer se maintenir durablement au pouvoir dans son état actuel. De l'autre côté, les grandes puissances ont également exercé des pressions en faveur d'une « transition ». Non seulement parce qu'elles préfèrent, au moins en théorie, un pouvoir pouvant se prévaloir de la « légitimité des urnes » ;

mais surtout, parce qu'elles ne croyaient pas Dadis Camara, personnellement très apprécié par certaines, dont la France, capable de conduire la Guinée vers la « stabilité » nécessaire pour poursuivre leurs intérêts.

Le proche avenir devra montrer si, en effet, une remise du pouvoir à des civils, suite à des élections – dont il faudra évaluer le caractère « propre » ou non –, aura lieu. Une transition vers un pouvoir civil, et qui garantirait des droits démocratiques à la

population, aux syndicats, aux associations et autres acteurs de la société, n'en reste pas moins souhaitable. Il ne réglera néanmoins pas, tout seul, les problèmes criants du pays : l'extrême misère d'une bonne partie de la population et son exploitation par des intérêts économiques des grandes puissances. Et ça, ce sera aux mouvements sociaux futurs d'y donner des réponses.

Bertold de Ryon

Niger : « C'est quand qu'on va où ? »

C'est le 22 décembre dernier qu'a été observée une grève générale au Niger, date bien inspirée puisqu'elle coïncide avec ce qui aurait dû être la fin du dernier quinquennat du Président Mamadou Tandja qui a obtenu en août 2009 une rallonge de trois ans au moyen d'un simulacre de référendum. A l'appel de la CFDR (Coordination des Forces pour la Démocratie et la République) regroupant partis politiques, syndicats, organisations de défense des droits de l'homme et organisations de la société civile, cette grève a, selon les syndicats, largement été suivie dans le secteur public et parapublic qui exigeait une nouvelle fois des augmentations de 50 % des salaires et une baisse de 50 % des impôts sur le revenu. Elle fait suite à une série de manifestations pour contraindre le gouvernement à revenir à une vie constitutionnelle normale.



C'est cette soit disant collision entre les différents mots d'ordre et les véritables revendications des grévistes que le porte-parole du gouvernement Kassoum Moctar a voulu dénoncé en qualifiant cette grève de « purement politique » dont la date n'avait pas été choisie au hasard et « menée par des hommes politiques aux abois ». Fichtre, quel visionnaire ce Moctar ! En effet, comme il l'a bien pressenti, ce débrayage se justifie bien sûr par la crispation de la situation sociopolitique du pays où le mandat de Mamadou Tandja a perdu toute légitimité et toute légalité et où l'opposition dénonce le « délire autocratique » du président. D'ailleurs au-delà de la dimension politique, ce sont les travailleurs, qui déjà très fragilisés par une situation économique et sociale agonisante, craignent les retombées de la suspension de l'aide internationale. Après des législatives très controversées et boycottées en octobre 2009, la CEDEAO a en effet suspendu le Niger pour violation des textes communautaires sur la démocratie et entraîné ainsi la suspension de l'aide au développement de l'UE. Puis c'était au tour de Washington de suspendre son aide financière, de « retarder » ses exportations d'articles et services de la défense » vers le Niger et d'interdire de séjour aux Etats-Unis les hautes personnalités du pays.

Qu'à cela ne tienne ! Tandja, flanqué de sa VI^e République et de son « tazartché » (« continuer sans s'arrêter » en langue haoussa) mené tambour battant à l'aide de ses faucons

gouvernementaux, franchit une étape supplémentaire en organisant totalement illégalement le 27 décembre dernier des élections municipales boycottées par la CFDR. Dénonçant les « ingérences » étrangères dans la crise politique qui secoue son pays, il sait également ce qu'il pourrait lui en coûter de se priver des concours financiers de ses principaux partenaires. Contraint par le communiqué d'Abuja du 22 décembre sous-entendant que la CEDEAO ne le reconnaissait plus constitutionnellement, Tandja accepte à contre-cœur un dialogue politique avec ses opposants pour tenter de trouver une issue à la crise. Afin de mener ces « pourparlers inter-nigériens », c'est l'ex-dirigeant nigérian Abdulsalami Abubakar qui a été désigné comme médiateur afin d'instaurer les « conditions d'une sortie de crise consensuelle ». Mais dès le début des discussions, les participants ont buté sur la question de l'ordre du jour et du contenu même des échanges : campant chacune sur ses positions, la partie gouvernementale conditionne toute négociation au maintien de la nouvelle constitution alors que l'opposition souhaite elle concentrer le débat sur l'annulation du dernier référendum constitutionnel. Après de multiples réunions suspendues ou restreintes et les difficultés à fixer un ordre du jour consensuel, le médiateur finit par demander aux deux parties de faire par écrit leurs propositions de sortie de crise. Pour ce faire, il leur demande de bien vouloir envisager le principe d'un pouvoir de transition.

C'est dans ce cadre que l'opposition nigérienne proposerait un nouvel organe législatif de transition, une commission qui aurait pour tâche la rédaction d'une nouvelle Constitution et le refus que les personnalités ayant dirigé la transition soit candidates aux nouvelles élections. Alors que le camp présidentiel proposerait lui « le maintien en l'Etat » des institutions de la VI^e République mais en associant l'opposition à la gestion de l'Etat. Ben voyons ! A la reprise des pourparlers, le 14 janvier, la médiation proposait le maintien en fonction du Président Tandja et une période de transition dirigée par un « gouvernement de réconciliation nationale » sans autre précision sur les durées du maintien et de la période de transition. Cette feuille de route assez floue pour l'instant ne tranche bien évidemment pas sur l'écueil décisif du maintien ou non de l'illégitime VI^e République, du maintien ou non de Tandja à la fin de la transition et du véritable rôle du gouvernement de réconciliation nationale. Aucune garantie n'est donc donnée à l'opposition quant au retour à l'ordre constitutionnel, à son rôle dans la transition ni sur l'organisation des nouvelles élections... Les imprécisions des propositions du médiateur pourraient faire largement penser à une certaine bienveillance à l'égard des conditions gouvernementales. Même si la feuille de route est censée être axée sur une transition consensuelle, il tiendrait du prodige que les deux parties puissent s'entendre sur le contenu, la durée et les contours de celle-ci. De toute façon, le ministre de la communication Moctar Kassoum l'a dit : « Rien ne se fera en dehors du cadre de la VI^e République » et « ...de même la démocratie sera préservée et pérennisée ». Cherchez l'erreur !

Isabel Ferreira

Djibouti – Ambiance de fin de règne

Début 2009 encore, Ismail Omar Guelleh (IOG), président autoritaire de Djibouti, devait s'imaginer son avenir politique tel un long fleuve tranquille. Comme d'autres pairs en Afrique, il s'est échafaudé un projet de prolongation de mandat, antichambre d'une présidence à vie.



La répression fait partie du projet : citons celle de trois étudiants arrêtés puis emprisonnés à la suite de manifestations et celle d'une artiste placée en détention à la prison de Gabode pour une chanson se moquant de Kadra Mahmoud Haïd, l'influente épouse d'IOG. Pendant ce temps, le schéma d'un appel à un plébiscite préélectoral vers une adaptation constitutionnelle est apprêté : les « militants » du parti d'IOG (le RPP / Rassemblement populaire pour le progrès) tentent de démontrer que le pays entier exige un nouveau mandat du président alors qu'il en est à son second et n'est rééligible qu'une fois selon l'article 23 de la Constitution. Des candidatures à cette présidentielle sont alors opportunément annoncées... Ambitions personnelles ? Connivences avec le « système IOG » ? On se perd en conjecture...

À Djibouti, les partis d'opposition et la société civile sont muselés voire (pour beaucoup) interdits. Les leaders politiques sont spoliés de leurs biens et/ou exilés, les syndicalistes privés d'emploi, la presse indépendante inexistante... Si les précédentes élections ont donné lieu à un appel au boycott de l'opposition, celle-ci semble ne pas accepter un nouveau mandat pour IOG. Une résistance multiforme a grandi dès lors qu'IOG a susurré ses intentions de se maintenir à tout prix ! Acculé, le régime recourt à la provocation tribale afin d'augmenter les tensions au sein de la population et de terroriser les habitants : jets de grenades explosives, incendies de maisons et d'édifices publics, inimitiés organisées volontairement entre les habitants de différentes

ethnies et de différents quartiers, pour déclencher des réactions de groupe, tirs à balles réelles, arrestations, incarcérations et tortures de centaines de citoyens, rumeurs sur l'ordre du Palais par les agents des polices politiques.

IOG est d'ailleurs obnubilé par les questions de sécurité : gros déploiement des services de la sécurité, de la Garde présidentielle voire de la Force d'action rapide, comme quand il réunit des fois chez lui à Day dans le Nord, par exemple, l'ensemble de son conseil des ministres. Consignes : surveiller la région, interroger tout nouvel arrivant et surtout signaler à l'armée et aux éléments de la Garde présidentielle les personnes étrangères à la région, ainsi que tous les comportements suspects. Les résistants aguerris, eux, gagnent du terrain tandis que l'entourage présidentiel se fissure de plus en plus. Depuis juin, les combattants du FRUD (Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie) dament le pion dans le Nord et le Sud-Ouest à l'armée djiboutienne pourtant dotée en armes et matériels (dont des hélicoptères MI8) nouveaux, la font reculer et recrutent massivement dans la jeunesse.

Dans les sphères dirigeantes, les défections se multiplient, à l'image de la disgrâce de l'homme d'affaires Abdourahman Boreh (cigarettes et béton), désormais traqué par le fisc mais qui se trouve être un Issa-Odahgob, du sous-clan concurrent des Issa-Mamassan d'IOG. Dans ce mic-mac politico-affairiste, les protégés (civils et militaires) de la première dame s'activent à virer tout ce qui les gêne. D'un autre côté, des démarcations politiques de témoins ont lieu, pour ne citer que celle du député Aden Robleh Awaleh, membre par ailleurs du parlement panafricain : le congrès de son parti (PND / parti national démocratique) vient d'affirmer son opposition à un troisième mandat d'IOG. Dans cette ambiance de fin de règne, l'espoir de libération pour la population réside fortement dans une fusion entre les forces politiques civiles progressistes représentatives et la fraction armée du FRUD.

À suivre de près les urgences françafricano-djiboutiennes évoquées lors de la rencontre Sarkozy-IOG du 19 janvier : apaisement du contentieux inhérent à l'Affaire Boreh, nouveau partenariat de défense pour remplacer l'accord de 1977, soutien à la transition somalienne mais aussi aux offensives anti-pirateries (Corne de l'Afrique) et anti-terroristes (Yémen). Djibouti reste un bastion fort pour la Françafrrique malgré les nouvelles installations françaises à Abu Dhabi. Pour autant, celle-ci abondera-t-elle pour le « Troisième mandat » qui serait hors-sujet, malgré tout, pour des USA soutenant déjà fortement des défections politiques locales ?

Pierre Sidy

Rwanda – Le rapport Mutsinzi sur l'attentat du 6 avril

Début janvier, le comité, présidé par Jean Mutsinzi, chargé d'enquêter sur l'attentat du 6 avril 1994 contre le président Habyarimana a remis son rapport. A l'audition de 557 témoins et à l'étude balistique réalisée par des « techniciens de l'Académie militaire de Londres », le comité a ajouté la lecture attentive des documents du TPIR, de l'auditorat militaire belge, de la mission d'information parlementaire française, du rapport d'enquête de l'ONU, et de l'ordonnance du juge Bruguière.

Plusieurs points paraissent désormais acquis.

1. Si le président se savait menacé, dans son entourage immédiat certains savaient, tout simplement : le Dr Akingeneye, son médecin personnel, et le général Nsabimana, chef d'état-major, se sont cachés pour ne pas embarquer, avant d'y être contraints par Habyarimana ; les pilotes eux-mêmes, craignant l'attentat, souhaitaient repousser le départ au lendemain.

2. L'avion était équipé d'une boîte noire (d'un CVR, un enregistreur de conversation), ce que Dassault Falcon service, après l'avoir longtemps nié, a reconnu en juin 2001, qui est aujourd'hui entre les mains des autorités françaises.

3. Les tirs sont partis du camp militaire des FAR (Forces



armées rwandaises), à Kanombé et non de la colline de Masaka comme l'affirmait Brugière au motif qu'on y avait « retrouvé » deux lance-missiles. Le rapport montre au passage que la « découverte » était d'un pur montage.

4. L'armée rwandaise avait, intégrés à deux bataillons, des

« spécialistes de l'artillerie anti-aérienne ». Dans le bataillon de lutte anti-aérienne (LAA), spécialement, un officier et des sous-officiers avaient été formés à l'utilisation de missiles sol-sol et sol-air. Or, c'est précisément ce dernier qui assurait la sécurité de l'aéroport de Kigali.

5. De novembre 90 à février 92, les FAR ont multiplié les demandes de fourniture d'armes anti-aériennes (à l'URSS, la Corée, l'Égypte, la Chine et le Brésil). Le rapport ne précise pas cependant si les commandes acceptées par les fournisseurs (URSS et Chine notamment) ont été honorées.

D'une façon plus générale, le comité ignore ou passe sous silence plusieurs questions d'importance. On ne sait pas s'il y avait ou non, outre la CVR, un enregistreur des paramètres de vol. Le rapport ne dit rien des coups de feu presque tous dirigés vers le ciel entendus par tous les témoins sur place. Le comité n'a pas enquêté sur les Blancs aperçus à Masaka pas plus que sur le rôle du capitaine Barril pourtant nommé à propos des manipulations auxquelles a donné lieu la boîte noire. Il ne se prononce pas, renvoyant au rapport balistique, sur la nature des tirs (missiles ou roquettes ?) ni surtout sur... l'identité des tueurs.

Les questions qui fâchent ont-elles été mises sous le tapis à l'heure du rapprochement franco-rwandais ? Le lecteur, pour y voir le fantôme de la realpolitik, n'en reste pas moins sur sa faim.

Julie Gomel

Statue de la renaissance africaine à Dakar: les colosses aux pieds d'argile

« C'est l'Afrique sortant des entrailles de la terre, quittant l'obscurantisme pour aller vers la lumière ». On pourrait croire ces paroles tout droit sorties du discours de Sarkozy à Dakar (juillet 2007) qui a fait couler tant d'encre. Mais non, c'est le président de la République du Sénégal Abdoulaye Wade qui les prononce à propos de Sa statue de 50 m (plus haute que la statue de la Liberté - 46m et le christ rédempteur de Rio - 43m). Il s'agit d'un géant africain de cinquante mètres qui tient un bambin qui pointe l'horizon du doigt. Avec son autre bras, il entoure la taille d'une femme toute en rondeurs et court vêtue, cheveux aux vents, face à l'Atlantique.

Les mauvaises langues y voient une famille sénégalaise en route vers l'Amérique, fuyant l'Afrique. D'autres ont parodié la statue sur internet en y collant les visages d'Abdoulaye Wade, de Viviane Wade (son épouse) et celui de leur fils Karim Wade (actuel ministre d'État en charge de la Coopération internationale, de l'aménagement du territoire, des transports aériens et des infrastructures). Le coût de cette monumentale statue est de plus de 20 millions d'euros dans un pays pauvre où beaucoup n'ont pas le strict minimum. D'autant plus que Wade (82 ans) s'octroie 35% des recettes générées par l'exploitation de la statue au titre de droits d'auteur (sic!) tandis que son propre fils (ou sa fille selon les versions) générerait la fondation de la renaissance africaine qu'il compte créer.



En soit, ce n'est pas la statue elle-même qui pose problème. Pourquoi l'Afrique n'aurait-elle pas aussi sa statue? La renaissance africaine qui en est la matrice est une idée plutôt noble. Les mamelles (une colline de Dakar) qui portent la statue est symboliquement forte en tant qu'« Afrique mère nourricière ». Mais le montage financier complexe (cession de terrains à la société nord coréenne qui réalise l'œuvre), l'esthétique douteuse de la statue (Ousmane Sow, un des sculpteurs les plus connus au monde est sénégalais mais n'a pas été associé au projet) font de cette généreuse idée un problème pour beaucoup d'Africains qui y voient une mégalomanie présidentielle. C'est bien dommage.

Moulzo

2010, année de la Françafrique ?

Jacques Toubon, président de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration est chargé par le président de la République Sarkozy de préparer et d'assurer la mise en oeuvre d'une initiative « 2010 – Année de l'Afrique ». A cette occasion, des contingents des armées des 14 pays ex-colonies françaises vont défiler le 14 juillet 2010 devant le Président Sarkozy (en César) tandis qu'un sommet des chefs d'État de ces 14 pays est également programmé à cette occasion. « Nous voulons que le 14 juillet (2010), fête de la France, soit une sorte de grande fête africaine après un demi-siècle d'indépendance » déclare Jaques Toubon, après avoir été reçu par le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz arrivé au pouvoir par un coup d'État militaire puis confirmé par des élections contestées mais soutenues par la France et son nouveau Monsieur Afrique Robert Bourgi.

Quelle image donnera l'Afrique à sa jeunesse en acceptant que ses armées viennent se pavaner devant Sarkozy qui déclara lors de son discours à Dakar du 26 juillet 2007 que le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire? 50

ans d'Indépendance, oui ça se fête mais pas de cette manière. Sarkozy déclarait aussi lors de son discours à Dakar: « *le colonisateur est venu, il a pris, il s'est servi, il a exploité, il a pillé des ressources, des richesses qui ne lui appartenaient pas. Il a dépouillé le colonisé de sa personnalité, de sa liberté, de sa terre, du fruit de son travail* ». Quelles sincères paroles! Sauf que l'ancien colonisateur devenu ex-colonisateur a continué de piller, de se servir, d'exploiter les ressources africaines, de soutenir les dictateurs depuis plus de 50 ans à travers la Françafrique « le plus long scandale de la République » française. Alors 2010 année de l'Afrique? Oui si ce sont les Africains eux mêmes qui s'approprient cette année pour tourner la page de la Françafrique, prendre le destin de l'Afrique en main en refusant toute vassalité à l'ex-colonisateur. Non si c'est la France qui en a la primeur. Dans ce cas, 2010 sera la consécration et la fête de la Françafrique.

Moulzo

Gabon – De quel bois se chauffe le patronat français

Ali Bongo s'est lancé dans la réforme de la filière du bois, certainement pour donner le change d'une campagne menée à travers le pays sur le « *Gabon émergent* » et surtout pour faire avaler la pilule, particulièrement amère, d'une arrivée au pouvoir sur la base d'élections truquées.



Secteur économique particulièrement important, puisqu'il est le premier employeur privé du pays (28% de la population active dépend directement ou indirectement de cette filière), l'idée de cette réforme, lancée le 6 novembre après un conseil des Ministres, est simple: interdire l'exportation des grumes (1) du Gabon en

modifiant, notamment, l'Article 227 du Code forestier afin de donner la priorité aux unités locales pour procéder à la transformation de cette matière première en produit semi-fini ou fini source de création de valeur ajoutée qui favoriserait la création d'un nombre important d'emplois dans un pays qui compte officiellement plus de 20% de chômeurs. En effet, c'est ce type de mesure économique qui permettrait aux pays africains de développer un tissu industriel et de cesser d'être un simple réservoir de matière première.

Mais la fin de l'exportation des grumes touche de plein fouet les intérêts capitalistes, notamment des entreprises françaises, telles Rougier ou Thanry. Aussi, à travers des organisations patronales, une véritable campagne de dénigrement et de sabotage a été menée: L'UFIGA (l'Union des Forestiers Industriels du Gabon et Aménagistes), pour sa part, a avancé que cette mesure est beaucoup trop précipitée et a brandi la menace de licenciements. Pourtant la charte d'éthique de cette organisation, signée en 2007 par le PDG de Rougier Gabon,

s'engage à: « *rechercher à optimiser le taux de transformation du bois et contribuer à la génération de valeur ajoutée au Gabon* »; résultat, seules 7 % des grumes sont transformées au Gabon (2). Le CIAN (Conseil des Investisseurs français en Afrique) (3), de son côté, est intervenu directement auprès de la cellule diplomatique de l'Élysée.

Cette campagne a mené ses fruits car, lors de la visite le 20 novembre dernier d'Ali Bongo à Paris, cette question a été à l'ordre du jour, Sarkozy lui ayant demandé de s'abstenir de toutes mesures unilatérales. Bongo a très bien compris le message, lui qui sait plus que quiconque (excepté Robert Bourgi) à qui il doit son pouvoir, a aussitôt déclaré que « *des mesures d'accompagnement et d'indemnisation seraient prises pour pallier les retombées négatives sur les opérateurs du secteur* » et que la réforme fera l'objet d'une large consultation de l'ensemble des agents économiques. Ainsi cette réforme risque de coûter plus cher qu'elle ne rapporterait et ce, au plus grand bénéfice des entreprises françaises qui vont toucher des subventions après avoir construit leurs immenses profits sur le pillage des ressources naturelles. A titre d'exemple, l'entreprise Rougier a réalisé en 2008 un chiffre d'affaire de plus de 158 millions d'euros, dont 70 % sont issus de l'Afrique. Ces indemnités risquent de compromettre les investissements nécessaires à la réalisation de cette réforme.

Evidemment on est loin de la déclaration de principe du CIAN qui « *encourage ses adhérents, au-delà de leurs intérêts économiques et commerciaux, à œuvrer pour une Afrique qui s'engage durablement sur la voie du développement* », mais en plein dans une politique néocolonialiste qui empêche toutes mesures, même les plus timides, qui favoriseraient une politique industrielle autonome dans les pays africains.

Paul Martial

(1) Arbre coupé dont les branches ont été coupées

(2) Chiffre de la présidence Gabonaise

(3) Le N du « noire » a été enlevé peut être du fait de sa connotation un peu trop coloniale !

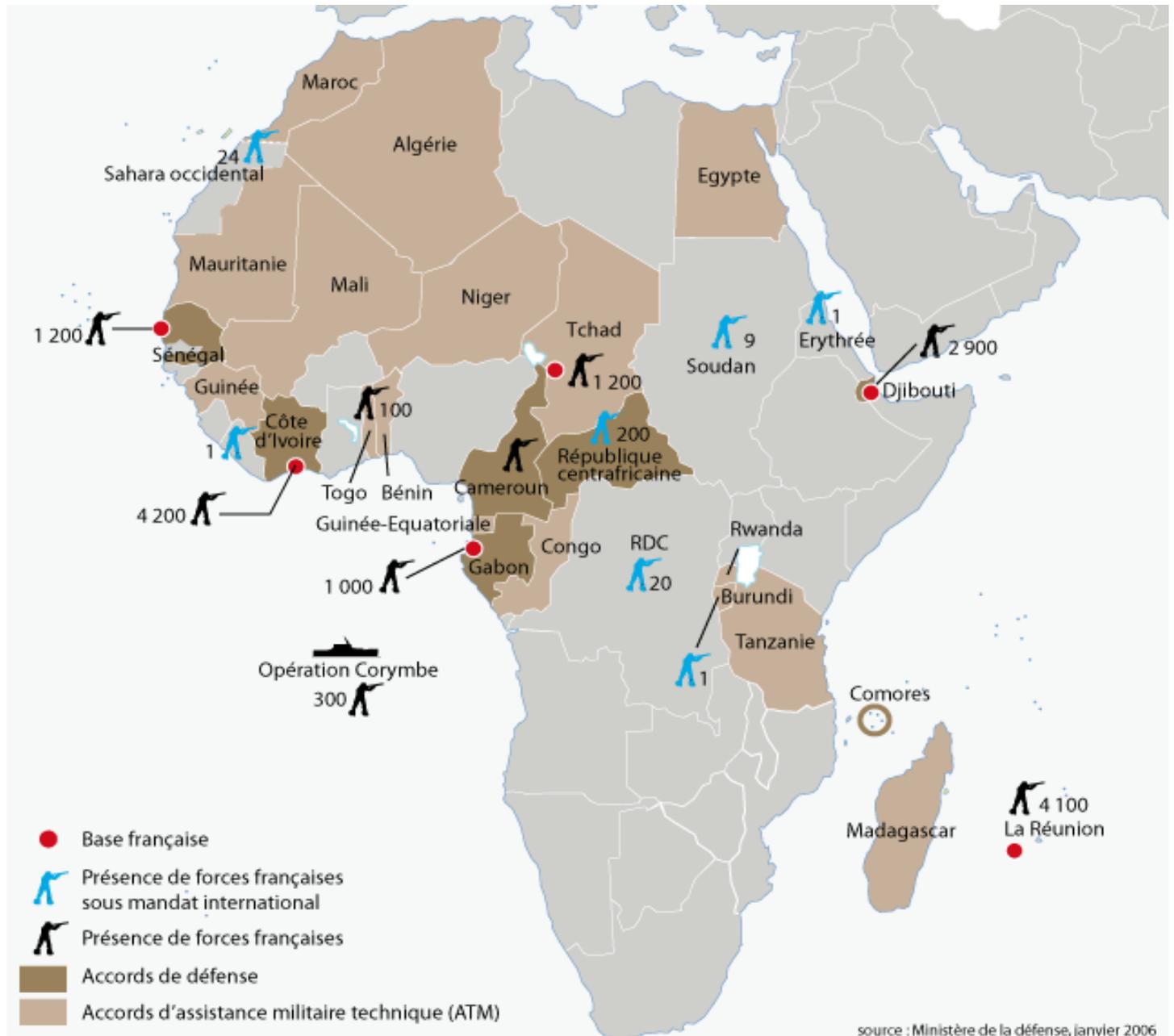
Que fait vraiment l'armée française en Afrique ?

Interview de Raphaël Granvaud, auteur du dernier Dossier-noir de Survie « Que fait l'armée française en Afrique ? », paru en octobre 2009 aux éditions Agone.

1) Comment analyses-tu les évolutions de la présence militaire française en Afrique ?

Officiellement, depuis la réforme de la coopération militaire de la fin des années 1990, une « nouvelle » doctrine se mettrait progressivement en place, dont les axes principaux sont la recherche d'un mandat de l'ONU pour légitimer les interventions militaires, la multilatéralisation de certaines de ces opérations par associations de partenaires européens, et le dispositif RECAMP (renforcement des capacités africaines de maintien de la paix). Dans le livre, j'essaie de montrer que non seulement les « vieilles » méthodes n'ont pas disparu (opérations coup de poing pour sauver tel ou tel dictateur; crimes ou complicité de crime de guerre au Congo-Brazzaville, en Côte d'Ivoire, en Centrafrique ou au Tchad, recours aux mercenaires etc.), mais j'examine dans le

détail les opérations qui sont censées illustrer la « nouvelle » doctrine. Les mandats de l'ONU accordés aux interventions au Rwanda en 1994 ou en Côte d'Ivoire plus récemment, ne servent que de paravent aux intérêts français. L'implication des autres pays européens n'est pas un gage de légitimité et est à géométrie variable : forte si les intérêts sont réellement communs (opération Eufor-RDC en 2006, opération Atalante dans le golfe d'Aden depuis un an), et faible s'il ne s'agit que d'interventions françaises déguisées (Eufor-Tchad/RCA) l'année dernière. Quant au dispositif RECAMP, il a surtout servi à recycler la coopération militaire traditionnelle sous une nouvelle étiquette, ou à dissimuler une ingérence par armées africaines interposées. La « nouvelle » politique militaire de la France en Afrique relève du ripolinage, la logique de fond est restée la même.



2) Face aux nouvelles rivalités en Afrique, en particulier de la Chine et des Etats-unis, la France ne va-t-elle pas fait être obligée de revoir ses ambitions militaires à la baisse ?

Si la Chine est un acteur économique de plus en plus important, il n'en va pas de même au plan militaire pour le moment. Les Etats-unis en revanche sont de plus en plus présents : base militaire officielle à Djibouti et garnisons officieuses dans d'autres pays, création d'un commandement militaire dédié à l'Afrique (Africom), coopération militaire accrue avec des pays traditionnellement encadrés par la France... A ma connaissance, il n'y a eu un réel affrontement indirect entre la France et les Etats-unis qu'au sujet de Mobutu dans l'ex-Zaïre, la France le soutenant militairement jusqu'au bout tandis que les Etats-unis appuyaient les armées rwandaises et ougandaises qui ont précipité sa chute. Il y a aujourd'hui des forces spéciales françaises et américaines dans certains pays comme la Mauritanie ou le Mali, sous couvert de lutte contre le terrorisme, mais leur présence est discrète et je ne sais pas si elles opèrent de manière coordonnée ou non. Je ne sais pas non plus si cette situation va pousser les autorités françaises à accentuer les économies budgétaires en matière de présence militaire, mais rien ne laisse pour l'instant présager une volonté politique de diminuer l'ingérence française en Afrique.



Soldats de la mission Licorne de l'armée française, en Côte d'Ivoire, en octobre 2005. AFP photo Jack Guez.

3) Quels sont les véritables enjeux pour la France de se maintenir à tout prix en Afrique plus, par exemple, qu'au Proche-Orient où elle a aussi des intérêts ?

Il faut remonter aux indépendances. Le maintien de l'armée française en Afrique avait des motivations proprement militaires, dans le cadre des stratégies liées à la guerre froide. Mais il s'agissait surtout de perpétuer une politique de domination politique et économique. C'était d'autant plus facile de déstabiliser ou se débarrasser de ceux qui s'y opposaient que c'est la France qui a formé les armées des pays nouvellement indépendants. Au plan politique, cette domination conférait à la France, à l'ONU notamment, le statut d'une grande puissance. Il ne faut pas négliger le poids des considérations idéologiques et la nostalgie coloniale, en particulier dans les Troupes de marine (ex-armée coloniale), dont est encore issue une part importante de la hiérarchie militaire. Au plan économique, il s'agissait d'abord d'assurer l'indépendance énergétique de la France (pétrole, uranium) au meilleur coût. Aujourd'hui, l'Afrique reste encore la poule aux œufs d'or pour un certain nombre d'entreprises du CAC 40, dont les dirigeants ont des liens étroits avec l'élite politique française et africaine, à commencer par l'actuel président français. Cela dit, l'impérialisme français diversifie ses implantations militaires, puisqu'une base vient d'être ouverte à Abu Dhabi.



Une transition démocratique en Afrique selon l'armée française © baroug

4) Comment expliques-tu le silence voire l'indifférence des médias français et de la société civile face à la politique criminelle de l'armée française en Afrique ?

Il y a à la fois des mécanismes de sous-information et de désinformation. L'information existe la plupart du temps (sans quoi ce livre n'aurait pas pu être écrit !), même si c'est avec retard par rapport à l'événement, mais elle n'est pas toujours relayée sauf par des médias spécialisés ou militants. Il y a également des mécanismes de censure ou d'auto-censure, comme on a pu le constater encore récemment lors des massacres commis par l'armée française contre des civils ivoiriens en novembre 2004. Le fait que les plus gros propriétaires de médias soient liés aux réseaux francophones n'est évidemment pas étranger au problème. Non seulement l'information pertinente n'existe que de manière éparse, mais elle est en outre noyée dans un flot d'autres informations contradictoires, approximatives ou erronées. Cela tient à la fois à la paresse journalistique, aux clichés racistes sur l'Afrique hérités de la période coloniale, et au travail de dissimulation ou de diversion des services secrets ou du service de communication des armées. C'est ainsi que l'on peut assister en direct à un génocide en 1994 sans strictement rien y comprendre, et surtout pas que les autorités politiques et militaires françaises soutenaient activement les génocidaires...

A lire...

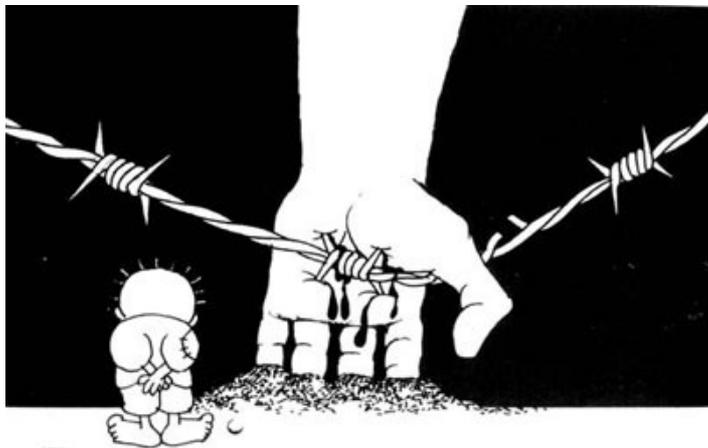
Raphaël Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Agone, octobre 2009, 18€

Raphaël Granvaud, *De l'armée coloniale à l'armée néocoloniale (1830-1990)*, Survie, octobre 2009, en libre téléchargement : <http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/de-l-armee-coloniale-a-l-armee>

Egypte/Israël/Palestine – Le mur de la honte

Dans le conflit israélo-palestinien, on oublie parfois à quel point les pays arabes jouent un rôle déterminant, ce qui est le cas de l'Égypte. Durant le siège de Gaza et l'offensive de l'armée israélienne de l'année dernière, l'armée égyptienne a été maintes fois déployée pour interdire l'accès à tout produit de première nécessité : médicaments, nourriture, et même électricité. Nous avons également pu constater le rôle actif qu'a joué le régime de Moubarak pour empêcher la tenue de la marche internationale pour Gaza.

Une fois encore, l'Etat égyptien ne lésine pas sur les moyens financiers pour étouffer Gaza. En ce moment, sur la bordure de Rafah, un mur souterrain est en construction pour empêcher et détruire tout commerce. En effet, depuis le blocus de 2007 imposé par Israël, le principal moyen qu'ont trouvé les Gazaouis pour survivre a été de creuser des tunnels. Or, le nouveau mur souterrain prévoit la mise en place d'une série de panneaux en métal de 13,8 km de long, équipés de capteurs pour détecter tout mouvement. Il est intéressant de noter que les Etats-unis apportent une aide logistique au niveau de la détection, et ce depuis qu'un contrôle farouche est exercé à la frontière de Rafah. Enfin, pour empêcher toute tentative de creuser en dessous de ce mur, il est prévu de noyer le sous-sol en acheminant de l'eau de mer à travers la frontière, à 30 mètres sous le sol. Cette mesure va aussi à l'encontre des intérêts de la population locale égyptienne, car non seulement ils ne profiteront plus du commerce souterrain, mais en plus les terres, gâchées par l'eau salée, ne seront plus cultivables.



Dans un premier temps, après avoir eu vent de l'information, des officiels du Hamas ont contacté des responsables égyptiens sur le sujet, et tenté de négocier. Ces derniers ont d'abord nié les faits. Ensuite, par la voix du ministre des affaires étrangères, on apprend que pour des raisons de « sécurité nationale », un mur a

été construit. En plus de jouer la carte de la lutte anti-terroriste et anti-Hamas, les arguments invoqués reposent sur une vulgate nationaliste, dernier rempart pour empêcher que le régime explose, et ultime argument pour justifier sa collaboration avec Israël.

La région, pas seulement la Palestine, est en état de guerre, guerre dans laquelle les acteurs sont épisodiquement sommés de prendre position. Le mur souterrain est symptomatique d'une volonté de contenir à tout prix de contenir le conflit dans le cadre des frontières israélo-palestiniennes. Dans un entrevue accordée à la télévision égyptienne, Hussam Sweilem, général à la retraite, explique de manière très intéressante les enjeux frontaliers, à savoir que l'Égypte ne doit en aucun cas servir de base arrière pour la résistance palestinienne, et que l'Etat ne souhaite nullement accueillir des camps de réfugiés palestiniens en cas de défaite, ni subir une annexion du Sinaï par Israël. Autre danger qui pointe : que se passerait-il si le mur tombait pour de bon ? Cela entraînerait peut-être une déstabilisation du régime, alors jugé incapable par Israël et les Etats-Unis.

Mais il persiste qu'avec un tel projet de mur invincible, la situation risque d'être fatalement plus explosive...par dessus la frontière. Et le quotidien sera de plus en plus critique pour les Gazaouis. Derrière le caractère urgent de la situation humanitaire demeure un vrai problème politique. Sa non-résolution et son pourrissement ne peuvent qu'entraîner des conséquences plus graves pour la population. Les perspectives d'amélioration du sort des Gazaouis sont limitées par le rôle des puissances régionales, qui collaborent pour la plupart avec les Etats impérialistes que sont Israël et les Etats-Unis. L'unique possibilité qui se trame demeure dans la capacité de mobiliser la population en Égypte et dans le Moyen-Orient. Même si les mouvements sociaux ont subi de durs revers ces derniers temps, une manifestation a été organisée au Caire fin décembre durant la visite de Netanyahu, devant le Syndicat de la presse pour dénoncer la construction du mur, et soutenir les marcheurs pour Gaza.

Face à Moubarak qui joue sur le repli nationaliste, nous devons dénoncer un régime qui d'un côté finance des projets meurtriers contre les Palestiniens et de l'autre affame sa population, comme ça l'a été durant les émeutes qui découlèrent de la pénurie de blé en 2008. De même, nous devons soutenir et amplifier les manifestations devant l'ambassade d'Égypte, répondre aux slogans déjà scandés en France contre Moubarak, sans oublier de soutenir la dure lutte que mènent nos camarades dans la région. Pour la prochaine manifestation pour Gaza qui aura lieu le 6 février, ne l'oublions pas.

Sellouma

Guadeloupe – Un an de lutte anticoloniale et toujours la même répression antisyndicale

Si le 20 janvier 2009, est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire mondiale par l'arrivée d'un Black Président aux States, dans la karayib, le peuple d'un petit pays appelé Guadeloupe, a jeté, lui, un pavé sur la botte du colonialisme. Pendant 44 jours, c'est un peuple qui affirme sa dignité face à l'impérialisme français. Au sein du Lyannaj Kont Pwofitasyon,

associations, syndicats, partis politiques – à l'exception notable du PS local – vont (im)poser les conditions des accords Bino. Ceux-ci stipulaient 146 propositions visant à assurer l'égalité entre la Guadeloupe et la France hexagonale. Les Guadeloupéens nous démontraient ainsi que l'ordre colonial n'est pas immuable.



Mais un an après, nous constatons que ces accords ne sont pas respectés. D'une part, les salaires n'ont toujours pas été augmentés mais surtout la baisse des prix sur les denrées de première nécessité, a été détournée par une rupture de stock organisée par les grandes chaînes de magasins aux mains des békés. C'est ainsi que le consommateur guadeloupéen est contraint de se rabattre sur les produits imposés. Ni vu, ni connu, du moins le fait-on croire, l'exploitation continue. Il y a une volonté manifeste de l'Etat colonial et du patronat revanchard de sanctionner les travailleurs éligibles aux accords salariaux Jacques Bino. Autre exemple, le prix de l'essence vient encore d'augmenter, malgré que le pétrole provienne du Venezuela, pays voisin. L'Etat français, avec la complicité des compagnies

pétrolières, en profite pour organiser le démantèlement du secteur. C'est d'ailleurs le prétexte de la grève générale de 2009 qui est invoqué par le patronat local pour licencier sec des centaines de Guadeloupéens. Man Colette Koury, présidente de la CCI, donc véritable maîtresse fouettarde de Guadeloupe, donne l'exemple en exerçant une répression syndicale envers Patricia Chatenay-Rivauchey de l'UNSA.

Sarkozy pensait pouvoir briser le mouvement en lançant les Etats Généraux de l'Outremer, organisés en totale complicité de l'ordre Béké, et de ses valets Panchard (1), Lurel (2), Karam (3), l'autoproclamé représentant des DOM-TOM auprès de Sa Majesté. C'était mal connaître la ténacité du peuple guadeloupéen. Les seuls états généraux qui vaillent, se sont déroulés dans les rues de Basse-Terre à Pointe-à-Pitre, lors des négociations entre le LKP et les représentants politiques et patronaux, et non dans les salons feutrés de la Case à Man Michaud et Papa Lurel. C'est ce qu'on voulu exprimé les 25.000 manifestants le 09 Janvier dernier à Pointe-à-Pitre. Même s'il ne s'agit pas, pour l'instant d'une grève générale, il est impératif de maintenir la pression sociale face à un gouvernement impérialiste et à ses représentant locaux sourds comme un kanary. D'autant plus qu'à l'instar des Guyanais et des Martiniquais, les Guadeloupéens seront amenés à se prononcer sur le maintien de leur statut au sein ou non de la République Française.

Mariam Seri-Sidibe

- (1) Marie-Luce Panchard, actuelle secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, fille de Man Michaud Chevry (ex-présidente du Conseil régional de Guadeloupe, actuelle sénatrice, et souvent mise en examen judiciaire)
 (2) Victorin Lurel (Président du Conseil régional de Guadeloupe, actuel responsable DOM-TOM au PS, et éventuel futur secrétaire d'Etat auprès de Sa Majesté Sarkozy 1er),
 (3) Patrick Karam, turbulent président du virtuel Collectif DOM-TOM, expert en Identité Nationale auprès de Sa Majesté Sarkozy 1er. Surnommé Zebulon, du fait de son inconsistance, mais également représentant de l'Ordre Beké.

Entretien

Oumar Mariko : au Mali, le chemin des luttes retrouvé

Oumar Mariko est député du parti SADI (Solidarité Africaine pour la Démocratie et l'Indépendance) qui est une organisation de la gauche radicale fondée en 1996. Cette organisation a été de tous les combats, notamment contre la campagne de



privatisation des entreprises maliennes imposée par les institutions financières internationales, contre l'introduction des OGM, en solidarité avec les expulsés maliens. Ses militant-e-s animent un réseau de radio dénommé Kayira, et les députés du parti SADI et du PARENA (Parti de la Refondation Nationale) ont formé un groupe parlementaire, dont Oumar Mariko est le porte-parole.

En premier lieu, peux-tu nous dire quelques mots sur le Mali ?

Le Mali est un pays qui est présenté, sur le plan international par les gouvernements européen et américain, comme étant un pays très démocratique: il y a la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté d'association. De plus le gouvernement est un

très bon élève du FMI et de la Banque Mondiale puisqu'il en applique toutes les mesures. Pour nous, on ne peut appliquer ces mesures et parler de démocratie, parce qu'en fait il n'y a pas de démocratie économique. On considère aujourd'hui que c'est un pays où il y a plusieurs partis politiques, mais ils ne dessinent pas très clairement leurs options. En réalité quand on regarde de plus près on s'aperçoit que la plupart de ces partis sont des partis de droite et ceux qui se réclament de la gauche le sont plus dans la parole que dans la pratique et dans la conception même du développement économique, ils sont beaucoup plus à droite. De toute façon le Mali officiel c'est un pays où s'installe de façon très inquiétante l'impérialisme euro-américain depuis une dizaine d'année. Déjà depuis 1985, le Mali a officiellement opté pour le développement du secteur privé comme étant le moteur de l'économie nationale et de 1985 à aujourd'hui c'est le même discours officiel qui a cours et qui fait que, sans coup férir, le Mali applique tous les diktats du FMI et de la Banque mondiale et est au garde à vous devant les pressions françaises et européennes.

Quelle est la situation sociale ?

La situation sociale actuelle est que le chômage va grandissant parce qu'il n'y a pas de secteur porteur d'emplois dans la mesure où toutes les entreprises publiques qui existaient sont complètement liquidées, donc le chômage est réel. Les paysans qui constituent la majeure partie du peuple, soit 95%

de la population active, connaissent de plus en plus une paupérisation. On estime que 64% des Maliens, qui ont 380 CFA par jour, se trouvent dans le monde rural – paysans, éleveurs et pêcheurs – parce que l'économie est essentiellement basée sur la pêche, l'élevage et l'agriculture. Au niveau de la classe ouvrière, elle est très réduite et elle est dans une grande instabilité qui est liée aussi à l'instabilité des structures industrielles existantes : ça ouvre, ça ferme et à chaque récession économique ce sont des licenciements, des pertes de postes, etc. L'alimentation est difficile, avoir trois repas par jour c'est pour très peu de Maliens, l'accès aux repas pour la majorité de Maliens dans les zones rurales, mais aussi dans les zones péri-urbaines comme Bamako, c'est extrêmement difficile. La misère est une réalité qui galope au Mali, mais de l'autre côté, en face, le gouvernement qui a fait le choix de travailler selon la doctrine des institutions financières internationales, s'inspire de la lutte stratégique contre la pauvreté mise en place par le FMI et la Banque mondiale pour corriger les effets néfastes de sa politique prédatrice.

Et concernant la santé et de l'éducation ?

La santé n'est pas gratuite au Mali, bien au contraire. Et l'éducation est de plus en plus déchargée sur le compte des populations. La santé conventionnelle en milieu rural souffre de deux choses : l'accessibilité financière pour les populations et l'accessibilité physique en termes de structures existantes, c'est l'exclusion totale car les hôpitaux qui existent à l'intérieur du pays ne sont fréquentés par les populations que lorsqu'elles n'ont plus le choix, donc elles deviennent des moujirs plutôt qu'autre chose. L'accès à l'école se fait rare quand on n'a pas d'argent on ne peut plus y aller. Il y a deux types d'enseignements: l'enseignement conventionnel qui est dirigé et chapeauté par l'Etat et d'accès difficile, et il y a les écoles communautaires développées en milieu rural dont les frais sont supportés par les parents. Ceux qui n'ont pas d'argent ne peuvent pas envoyer leurs enfants à l'école et il arrive que la communauté ne soit pas capable de payer les enseignants, donc ce sont des mois de chômage et les enfants ont des scolarités au rabais et jamais achevées.

Face à cette situation difficile, comment se structure les résistances dans le pays ?

En face de ça, vous avez une société civile dont la plupart est contrôlée par les gens au pouvoir et il y a d'autres éléments de la société civile qui se battent comme ils peuvent pour résister. Dans cette société civile, il y a la chaîne de radio Kayira composée de neuf radios libres qui sont dans tous les combats pour le peuple, l'Association Malienne des Expulsés qui existe et se bat, l'Association Retour Travail Dignité, la Ligue pour la Justice le Développement et les Droits de l'Homme, dont le président est un avocat. Ce sont celles qui sont visibles dans le combat. De façon plus timide le CAD (Comité Contre la Dette) qui existe et qui arrive à organiser des forums pour que les gens se rencontrent et puissent échanger leurs expériences. Mais à part celles-là, les autres, je ne les vois pas bien dans le combat au quotidien.

Et au niveau syndical ?

Au niveau des organisations syndicales, nous avons une aristocratie syndicale qui bloque l'avancée des luttes syndicales. Il y a des comités syndicaux qui se battent, ceux des chemins de fer par exemple sont sortis récemment de leur torpeur. Il y a aussi le comité syndical des enseignants qui se bat, de temps en temps, pour les revendications catégorielles. Mais les autres comme la CSTM (Confédération Syndicale des Travailleurs du Mali), comme l'UNTM (Union Nationale des Travailleurs du Mali) ces syndicats sont complètement bouffés par l'aristocratie syndicale. C'est beaucoup plus un syndicalisme de salon plutôt qu'un syndicalisme de combat.



Jeunes Maliennes lors du Forum social mondial à Bamako en 2006 (Photo Lucie Poulin)

Dans ces luttes, comment se situent les partis politiques au Mali ?

Pour les partis politiques qui se battent réellement, il y a notre parti qui se bat vraiment dans le monde paysan et ouvrier et pour l'indépendance et qui porte ce combat à l'Assemblée nationale par le groupe parlementaire commun de SADI et du PARENA (Parti pour la Refondation nationale). A ce niveau là, les députés se battent vraiment de façon remarquable au niveau de l'Assemblée nationale pour faire entendre la voix du peuple, même s'ils sont extrêmement minoritaires par rapport à la masse des députés au pouvoir. Nous sommes au nombre de neuf députés du groupe parlementaire SADI/PARENA qui sont rejoints très souvent dans le vote par le RPM (Rassemblement Pour le Mali), qui est un parti social démocrate tout comme le PARENA. Ils se battent avec nous, ce qui fait que nous sommes au nombre de 19 députés sur les 145 de l'Assemblée nationale. On se fait entendre sur le vote des OGM, on a tapé du poing sur la table sur la loi des finances et sur bien d'autres lois aux effets néfastes pour la population, mais sans avoir un véritable retentissement, un véritable écho dans la presse. C'est récemment qu'on commence à parler de nous, comme lorsque nous nous sommes battus pour que les manques des entreprises publiques ne soit pas inscrits dans le budget national.

Comment analyserais-tu la situation politique ?

Je sens, de plus en plus, un bouillonnement au sein du peuple qui cherche des perspectives. Hier il y avait beaucoup de langage qui ne passait pas, beaucoup de difficultés pour nous autres, mais on nous écoute de mieux en mieux. Maintenant on peut parler et aujourd'hui on nous invite à venir et on nous écoute de mieux en mieux. Depuis 1993 on est dans le combat en disant que le système est en train de se renforcer dans le pays, mais on ne nous écoutait pas. Il y avait Alpha Amadou [Konaré, ancien président de la République du Mali, de 1992 à 2002. *NdLR*] qui était un excellent marchand d'illusion, ce qui entretenait beaucoup d'illusions y compris en entraînant le RPM et le PARENA, et c'était difficile pour nous de nous faire entendre. Mais maintenant les gens se manifestent. Aujourd'hui dans la rue je vois les gens autour de nous et de plus en plus des manifestations se font que nous organisons à travers notre radio en essayant de rassembler et nous-mêmes on essaie de faire des formations politiques de plus en plus en essayant de rassembler largement et surtout les vieux militants socialistes du temps de Keita [Modibo Keita, président de la République du Mali entre 1960 et 1968, panafricaniste et tiers-mondiste. *NdLR*] qui sont les plus sincères et ont plus de gueule et qui ont le moyen de former les jeunes générations.

Propos recueillis par Paul Martial

Pourquoi la semaine d'action anticoloniale ?

Depuis 5 ans le site anticolonial.net organise une semaine anticoloniale. Cette année, tenue du 19 au 28 février dans toute la France, elle sera placée sous le double thème de « 50 ans d'indépendances africaines » et de la suppression du Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale, ce nouveau Ministère des Colonies.



La semaine anticoloniale a pour objectifs de :

- débattre partout de l'histoire de la colonisation de son actualité;
- dénoncer l'impunité des crimes coloniaux d'hier et d'aujourd'hui;
- donner la parole aux victimes de la colonisation et à leurs enfants, d'informer sur les luttes de libération nationales et soutenir les luttes des peuples victimes de la colonisation;
- dénoncer la recolonisation économique et l'ingérence des multinationales dans la vie politique, économique et sociale des pays où elles développent leurs activités et comprendre les processus de la mondialisation néo-libérale;
- mobiliser les jeunes et la population dans les quartiers, les lycées, les universités autour de la solidarité internationale et de l'égalité des droits;
- interpeller les candidats aux élections régionales sur ce qu'ils comptent faire pour en finir avec la fracture coloniale qui entretient les représentations hérités de notre histoire qui favorisent les discriminations accroissant les inégalités.

Cette « Semaine anti coloniale » en étant à la fois un vaste forum de discussion et un moment d'initiatives concrètes, politique et culturelle vise à fédérer tous ceux pour qui l'anticolonialisme n'est pas seulement une commémoration de quelques grands événements mais la mémoire vivante des luttes d'aujourd'hui et de demain. Frantz Fanon, Medhi Ben Barka, Gandhi, Thomas Sankara, Bolivar, Toussaint Louverture, Lumumba, et tant d'autres ne sont pas des reliques du passé. Ils sont des références présentes dans nos luttes.

Nous n'avons pas choisi cette date au hasard.

- Le 21 février 1944 les nazis assassinaient un groupe de 23 résistants de la Main-d'œuvre Immigrée, arméniens, juifs polonais, juifs hongrois, espagnols, italiens, dirigé par le résistant communiste arménien Manouchian., restés dans l'histoire sous le

nom de l'Affiche rouge. [...]

- Le 21 février 1965 Malcom X était assassiné alors qu'il devenait le symbole de la lutte de libération des Noirs américains.
- Le 26 février 1885 la conférence internationale de Berlin, au nom de leur prétendue mission civilisatrice et humanitaire les puissances occidentales dépeçaient l'Afrique pour se partager des empires coloniaux.
- Le 23 février 2005 l'Assemblée nationale votait un amendement scélérat sur le bilan positif de la colonisation [...].

Cette semaine 2010 aura un objectif politique clair : obtenir la suppression du Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Ce Ministère est devenu le symbole et le bras armé de tout ce que nous refusons.

Nous n'acceptons pas les provocations et les insultes de toutes sortes employant un langage discriminatoire vis à vis de toute une catégorie de la population [...] Les déclarations publiques incessantes des politiques [...] contribuent à un climat sécuritaire, encourage la chasse au faciès et contribuent à exporter la guerre de civilisations dans nos quartiers.

Nous n'acceptons pas la traque aux parents des enfants d'immigrés qui sont accusés de démission, de polygamie, dont les allocations familiales sont menacés de suppression

Nous n'acceptons pas la chasse aux sans papiers. [...].

Nous refusons la politique néo-colonialiste de la France en Afrique [...].

Nous n'acceptons pas la colonisation des TOM où comme en Kanakie, à Mayotte ou en Polynésie, on traite les habitants comme des sujets de seconde zone.

Nous n'acceptons pas le statut de peuples sans Etats comme ceux de Palestine ou du Kurdistan, du Sahara-Occidental, la sale guerre d'Afghanistan.

Nous n'acceptons pas la recolonisation de secteurs entiers de l'économie par les multinationales comme par exemple Bouygues, Suez, Veolia, ni l'utilisation de la dette odieuse comme moyen de domination contre les peuples.

Redonner un sens et une cohérence à nos luttes en liant l'anticolonialisme à la lutte postcoloniale pour nos droits ici dans les quartiers populaires, tel est le sens de cette semaine d'action.

Pour la semaine anticoloniale, Patrick Farbiaz

Tout le programme de la semaine est disponible sur anticolonial.net

ECHOS DE LA CAMPAGNE « Areva ne fera pas la loi au Niger »

Visible jusqu'à dimanche à la MJC, le réseau « Sortir du nucléaire » met en avant une exposition prêtée par l'association Tchinchaghén, intitulée « Areva ne fera pas la loi au Niger ». Depuis 40 ans, la société Areva exploite les mines uranifères au Niger à moindre coût et au détriment des populations locales. En 2007, 139 permis de recherche d'uranium ont été octroyés par le gouvernement nigérien, laissant la porte ouverte à une catastrophe sanitaire, humaine et environnementale. À travers des panneaux d'affichage, la sécurité des travailleurs, la pollution des eaux, la vie des Touaregs, l'élevage menacé, le nucléaire, la morbidité dans les villes minières montrent un sujet sensible qui vise à défendre les Touaregs. « La production d'une tonne d'uranium nécessite 9,7 tonnes d'équivalents en pétrole, souligne Jan Vantorhoudt. En France, tous nos combustibles viennent de l'étranger et 40 % d'uranium vient du Niger. » (Source: *Ouest-France*, 22 janvier 2010)



Lumumba, l'homme debout !

Peu d'africains, héros des Indépendances des années 60, ont eu le privilège de voir leur vie portée à l'écran. Le film « Lumumba », sorti en 2000 et réalisé par l'haïtien Raoul Peck, est un hommage majestueux à celui qui est un modèle de courage et de lutte contre la colonisation. Pourtant, Lumumba, qui a arraché de haute lutte à la Belgique l'Indépendance du Congo, n'est resté au pouvoir que 2 mois et demi.



Le Congo durant la colonisation était une propriété personnelle du roi des Belges Léopold II qui écrivait en 1946: « *Le Congo a été et n'a pu être qu'une oeuvre personnelle. Or, il n'est pas de droit plus légitime que le droit de l'auteur sur sa propre oeuvre, fruit de son labeur. Mes droits sur le Congo sont sans partage, ils sont le produit de mes peines et de mes dépenses...* ». Des millions de personnes mourront pour satisfaire la soif capitaliste du roi des Belges. La force des Congolais a été mise de manière violente à la disposition de grands groupes capitalistes comme la Compagnie Spéciale du Katanga qui reçoit la pleine propriété d'un territoire six fois plus grand que la Belgique. Principal actionnaire de l'Union minière fondée en 1906 avec seulement 10 millions de francs belges, elle réalise entre 1950 et 1959 un bénéfice net de plus de 31 milliards, et domine le Katanga dont elle organise la sécession en 1960.

Dès 1956, les intellectuels congolais réclament plus de droits. Les Belges comprennent très vite que pour préserver leurs intérêts, il faut en intégrer certains au système colonial, d'autant que ceux-ci ne menacent pas directement leurs intérêts, comme le note Lumumba lui-même en 1956: « *Le désir essentiel de l'élite congolaise est d'être des 'Belges' et d'avoir droit à la même aisance et aux mêmes droits* ». Le 10 octobre 1958, Iléo, Ngalula, Adoula et Lumumba fondent le Mouvement National Congolais (MNC), un parti plutôt loyal vis-à-vis de la Belgique. Mais en décembre 1958 a lieu à Accra (Ghana) une conférence panafricaniste historique. Lumumba y rencontre alors Kwame Nkrumah, père du panafricanisme et change radicalement de vision. Il déclare après ce congrès: « *Malgré les frontières qui nous séparent, nous avons la même conscience, les mêmes soucis de faire de ce continent africain un continent libre, heureux, dégagé de toute domination colonialiste* ». Lumumba comprend que l'indépendance du Congo ne peut s'obtenir que par la lutte active des masses congolaises. Les partisans de l'indépendance se regroupent alors essentiellement dans le MNC de Lumumba et le Parti Solidaire Africain (PSA) de Mulele et Gizenga. Les Congolais ont enfin compris que l'essence du colonialisme est la domination

économique et qu'à la base des malheurs du Congo se trouve la soif du profit des capitalistes européens. En août 59, le vice-gouverneur général Schöller parle de « *la masse fanatisée en état de rébellion ouverte. [...] Dans le Bas- et Moyen-Congo, on se trouve en période pré-révolutionnaire. Nous risquons d'être entraînés dans une guerre de type Algérie* ». L'administration coloniale tente de s'appuyer sur les « intellectuels » moins radicaux prêts à accepter une pseudo-indépendance.

Lors du congrès du MNC en octobre 1959, Lumumba réclame l'Indépendance immédiate du Congo. De violentes émeutes éclatent lorsque l'administration coloniale veut arrêter Lumumba, qui finit d'ailleurs par être emprisonné le 31 octobre 1959. La situation dégradante incite la Belgique à organiser une table ronde à laquelle participe Lumumba. Les élections du 22 mai 1960 qui conduisent à l'indépendance le 30 juin font un triomphe au MNC tandis que le PNP (Parti National du Progrès), soutenu par la Belgique, l'église catholique et pro-belge est laminé. Le discours du 30 juin de Patrice Lumumba devant le roi des Belges restera à jamais gravé dans les mémoires. Il déclare sans faillir et sans faire de courbettes à l'opresseur: « *Cette indépendance du Congo, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier que c'est par la lutte qu'elle a été conquise, une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle, nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang. Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable, pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force* ».

Les capitalistes mettront tout en œuvre pour faire payer à l'« insolent » révolutionnaire le prix de son affront. Les États-Unis aussi sont de la danse. Lumumba se rapproche alors de l'URSS afin de mater la rébellion qui s'organise. Il refuse la présence des troupes onusiennes qu'il considère au service des États-Unis. Les manipulations politiques conduisent finalement au coup d'État de Mobutu qui, quelques heures seulement après sa nomination comme commandant en chef de l'armée, exécute le plan machiavélique élaboré avec la CIA. Le 27 novembre, Lumumba fuit vers Kisangani (est du Congo) mais est capturé par les troupes de Mobutu, aidé par les services secrets américains. Torturé, il est finalement livré en janvier 1961 à ses ennemis du Katanga qui l'assassinent le 17 janvier 1961.

Patrice Lumumba a donné sa vie à l'Afrique. Sa vie est un exemple pour tous ceux qui se battent aujourd'hui et demain pour l'indépendance totale de l'Afrique. « *En Afrique, disait Lumumba, tout ce qui est progressiste, tout ce qui tend au progrès est qualifié de communiste, de destructeur. Il faut toujours faire des courbettes et accepter tout ce que les colonialistes vous offrent. Nous sommes simplement des hommes honnêtes et notre seul objectif a été: libérer notre pays, construire une nation libre et indépendante.* »

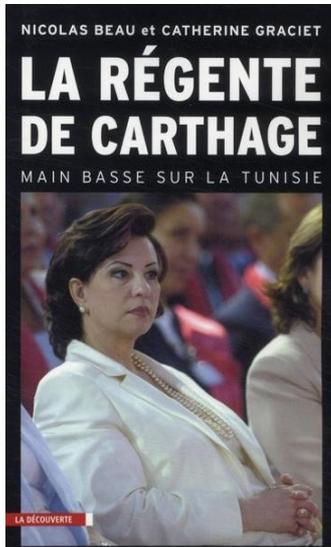
Moulaye Aidara

PETITION « Justice pour Thomas Sankara Justice pour l'Afrique »

Nous demandons que s'engage sans tarder, une enquête indépendante sur l'assassinat de Thomas Sankara. Ceci est un devoir pour la communauté internationale, un droit pour la famille Sankara, une exigence pour la jeunesse d'Afrique, une nécessité pour l'avenir de ce continent qui ne saurait se construire avec une histoire amputée de la vérité sur un des épisodes majeurs de la fin du 20ème. Signer la pétition sur <http://www.thomassankara.net/spip.php?article866>

A LIRE...

« **La Régente de Carthage. Main Basse sur la Tunisie** », de **Nicolas Beau et Catherine Graciet, 2009.**



Le 1er octobre 2009 paraît aux Editions La Découverte un livre corrosif qui dérange profondément le régime de Ben Ali et surtout son épouse, Leïla Trabelsi. Cette enquête explosive, très documentée, est réalisée par deux journalistes de *Bakchich*, Nicolas Beau, directeur de la rédaction, ancienne plume du *Canard Enchaîné*, et Catherine Graciet. Preuve de l'agacement du pouvoir: dès l'annonce de sa sortie, Leïla Trabelsi a introduit un référé pour diffamation, dont elle a été déboutée, pour en obtenir l'interdiction de publication et de diffusion, et les sbires de Ben Ali ont organisé un « rassemblement spontané » de protestation devant

les bureaux parisiens de La Découverte.

Cet ouvrage met en lumière le parcours et le rôle de Leïla, 52 ans, la Régente, qui, depuis son mariage en 1992, s'est donné pour mission d'assurer les intérêts de ses 10 frères et sœurs, d'enrichir et de favoriser les siens. Elle a ainsi permis l'émergence d'un clan mafieux, accusé de faire main basse sur les fruits de la croissance tunisienne, et de contrôler, sur fond de médiocrité intellectuelle, de rapine et de corruption, les secteurs clés de l'économie tunisienne: banques (en 2009, Belhassen, le frère préféré de Leïla, est nommé administrateur de la Banque de Tunisie), transports aériens, immobilier, éducation, concessions automobiles, compagnie de

taxis, etc. Une clique arrogante qui décide et dirige la construction de résidences sur des terrains classés au patrimoine historique, afin de les revendre à prix d'or, quitte à révoquer, comme à La Marsa, un maire récalcitrant et toute son équipe municipale.

Le livre relate également les frasques d'Imed Trabelsi, le neveu, voyou grossier, sans scrupule, méprisant et amateur de yachts de luxe (son goût des jolis bateaux va jusqu'au vol quasi impuni du yacht du PDG de la banque française Lazard), qui a lancé l'enseigne Bricorama en Tunisie, après en avoir évincé à la déloyale les initiateurs du projet.

C'est aussi la question successorale qui est posée à travers ce livre. Ben Ali malade, Leïla se verrait bien assurer la continuité de son règne, à l'image de Wassila, femme d'un Bourguiba vieillissant et affaibli. Et ce, malgré l'opposition de la bourgeoisie d'affaires et de l'armée, peu favorables à une dévolution familiale.

Les deux journalistes, interdits de séjour en Tunisie, ont travaillé dans des conditions très difficiles. Ils ont été secondés par de nombreuses sources d'informations, dont des Tunisiens en exil qui ont eu le courage d'oser parler. Ces sources sont à présent menacées, y compris en France, et victimes d'une violente campagne de diffamation orchestrée par le pouvoir dans les médias tunisiens aux ordres, presse et Internet. Le tout dans l'habituel silence complice de la France.

Comme tous les ouvrages critiques sur le régime, que ce soit en matière de droits de l'homme ou d'atteintes aux libertés fondamentales, ce livre est interdit en Tunisie par un pouvoir qui ne songe qu'à étouffer toute velléité de contestation, et qui a pour méthode de s'en prendre directement aux journalistes. Mais malgré la censure, ce pamphlet riche en révélations commence à circuler sous le manteau.

Gisèle Felhendler

A VOIR...

« **Les maquis documentaires. L'Afrique filmée par les cinéastes africains** »

En 2010, Clap Noir et le Nouveau Latina proposent un nouveau rendez-vous. Tous les deux mois un maquis dédié à de jeunes documentaristes africains avec un cocktail inédit : une vision originale, un sujet fort, deux films ; la rencontre avec un cinéaste et son univers.

Ils sont engagés, encore peu connus et prometteurs. Clap Noir accompagne leurs films, de festival en festival et veut faire découvrir et partager leur travail. Osvalde Lewat du Cameroun, Sani Magori du Niger, Angèle Diabang du Sénégal ... puis Zéka Laplaine, Samia Chala, Pascale Obolo, Idrissa Guiro viendront pour présenter leur film. Ce sera une avant première ou un film récent, porteur d'une actualité. Des documentaristes confirmés seront également conviés : Jean-Marie Téno, Moussa Touré, As Thiam ...

Chaque cinéaste aura carte blanche pour faire découvrir un film de son choix, en deuxième partie de soirée. Ce deuxième film s'inscrira, pour le réalisateur, dans une compréhension de sa

propre démarche. Il aura nourri ou inspiré son travail, ou encore donné un éclairage fort. Ce pourra être un documentaire, africain ou non, ou même une fiction.

Entre les deux films, une pause au bar du maquis. Un cocktail élaboré pour l'occasion Le bobaraba ainsi que des spécialités africaines seront à la carte.

RDV JEUDI 18 MARS ET MARDI 25 MAI

Cinéma Le Nouveau Latina, 20, rue du temple Paris 4ème, métro Hôtel de Ville ou Rambuteau. www.lenouveaulatina.com

Tarif : 6,50 € la soirée. Renseignements : info@clapnoir.org



Manifestation samedi 27 février 2010 à 15h à Paris

Pour la suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale

Le colonialisme et ses produits dérivés ont aujourd'hui de nouvelles formes et de nouvelles dynamiques, qui s'inscrivent dans la réaction mondialisée contre tous les acquis des luttes populaires de la deuxième moitié du XXe siècle. En France, le Ministère de l'identité nationale, de l'immigration et du co-développement, c'est le Ministère de la rafle et de la honte, c'est le Ministère des colonies.

En créant un « Ministère de l'immigration et de l'identité française », puis en organisant avec le ministre Besson un « Grand débat » sur l'identité nationale qui mobilise les moyens de l'Etat, Nicolas Sarkozy encourage et organise le racisme dont l'islamophobie et la stigmatisation d'une partie de la population. Ouvertement ciblés, les musulmans, destinataires d'une loi annoncée sur la Burqa, en butte aux faux dérapages/vraies insultes d'un Hortefeux ou d'une Morano, ministres en exercice d'un gouvernement qui tombe le masque. Le Président de la République met aujourd'hui en cohérence ses idées développées dans les discours de Marseille, Toulon et Dakar avec ses actes. C'est tout simplement la réintroduction d'un « Ministère des colonies » qu'il impose à la France. Comme l'ont déclaré les historiens et démographes qui ont démissionné des instances du musée de l'immigration : « Associer immigration et identité nationale, c'est inscrire l'immigration comme « problème pour la France et les Français dans leur être même ». C'est utiliser sans vergogne la technique déjà éprouvée du « bouc émissaire », afin de dresser les gens les uns contre les autres et les détourner des vrais problèmes. C'est aussi permettre à un système toxique de perdurer en privilégiant les véritables responsables de la crise, bénéficiaires d'une mondialisation inhumaine.



Ce Ministère utilise des méthodes dignes du temps des colonies: rafles de sans-papiers, contrôle d'identité au faciès illégaux, contrôle dans les restaurants, les cafés, les épiceries, devant les écoles, dans les hôpitaux, jusqu'aux administrations (centres de Sécurité Sociale, impôts, pôle emploi) cyniquement invitées à la délation. Il organise des centres de rétention surpeuplés avec miradors, barbelés, fouilles, contrôles et vexations. La police expulse des familles arrêtées au petit matin à leur domicile. Au nom de l'identité nationale on démantèle le droit d'asile, on renvoie des Afghans dans un pays en guerre après les avoir traqués, et on casse le droit au regroupement familial. La politique dite de « codéveloppement » n'est qu'un trompe l'œil permettant la continuation des politiques néo-coloniales. L'« immigration choisie » débouche sur un pillage des cerveaux qui renforce le pillage des ressources naturelles des pays d'émigration, rendu possible par l'usage de la dette et la complicité des dictateurs africains « amis de la France ». Cette grande famille françafricaine sera d'ailleurs au complet pour le défilé du 14 juillet en cette année 2010, cinquantenaire hypocrite des indépendances africaines.

Cette politique anti-immigrés se double d'une stigmatisation et d'une ségrégation des quartiers populaires qu'il s'agit de quadriller à l'aide des BAC et des CRS. [...]. Malgré les promesses faites à la suite des mouvements de protestation et de la grève générale contre la « Pwofitasyon », dans les territoires d'outre-mer, les pratiques coloniales perdurent comme le montrent les révoltes sociales actuelles.

Au mois de février le Ministre Besson rendra son rapport sur l'« identité nationale ». A un mois des élections régionales, le pouvoir veut utiliser la haine contre les immigrés et leurs descendants pour siphonner les voix du Front national. Nous devons refuser cette politique qui sème la division et nous appelons à une manifestation pour la suppression du ministère de l'Immigration. Cette manifestation est organisée cinq ans après le vote de la loi sur la colonisation positive et dans le cadre de la 5e semaine anticoloniale du 19 au 28 février 2010. Le 23 février 2005, l'Assemblée nationale votait un amendement qui consacrait « le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord » alors que pendant plus de quatre siècles le colonialisme français a participé activement à la traite négrière, au pillage et à l'oppression violente de peuples dont elle a pillé les richesses, détruit les cultures, ruiné les traditions, nié l'histoire, effacé la mémoire. Nous avons fait reculer le pouvoir il y a cinq ans qui a du supprimer l'article 4 de la loi colonialiste du 23 février 2005. Nous pouvons le faire reculer aujourd'hui en exigeant et en obtenant la suppression du Ministère de l'Immigration. Participons à la création d'un ministère de la décolonisation et de l'égalité réelle. Obtenons la régularisation de tous les sans-papiers et le droit de vote des immigrés. Construisons et préparons dès maintenant les changements et propositions permettant de sortir du colonialisme !

Tous ensemble exigeons, la suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale !

Tous ensemble pour sortir du colonialisme !

Signer l'appel: contact@anticolonial.net ; site de la semaine anticoloniale: www.anticolonial.net

En 2010 comme en 2009, Afriques en lutte vous souhaite de belles victoires, et surtout, surtout...que l'Afrobeat soit avec vous !

POUR NOUS CONTACTER, e-mail: afriquesenlutte@yahoo.fr; blog: <http://afriquesenlutte.blogspot.com>
NPA : 2 rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil - site : <http://www.npa2009.org>